



Administration générale et partenariats

Décision n° 2025-12

Objet : Requête du syndicat des copropriétaires de la résidence Athénée 1 et 2 tendant à l'annulation de l'arrêté de permis de construire n° PC 092 071 23 00008 en date du 31 août 2023 par lequel le maire de Sceaux a autorisé la construction d'un immeuble de 23 logements et la rénovation d'une maison de maître comportant 4 logements et un local d'activité sur un terrain situé 14 avenue du Président Franklin Roosevelt à Sceaux
Mandat à Maîtres Sandrine GODEMER et Céline WESTER – AARPI ANDERS AVOCATS

Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L.2122-22,

Vu le code de justice administrative,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au maire pour intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle,

Vu la requête n°2402836-8 introduite devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise par le syndicat des copropriétaires de la résidence Athénée 1 et 2 tendant à l'annulation de l'arrêté de permis de construire n° PC 092 071 23 00008 en date du 31 août 2023 par lequel le maire de Sceaux a autorisé la construction d'un immeuble de 23 logements et la rénovation d'une maison de maître comportant 4 logements et un local d'activité sur un terrain situé 14 avenue du Président Franklin Roosevelt à Sceaux,

Vu le mandat confié à Maître Vincent DRAGO – AARPI ANDERS AVOCATS pour représenter la Ville en justice et la défendre dans le cadre de ce contentieux,

Considérant la cessation d'activité de Maître Vincent DRAGO,

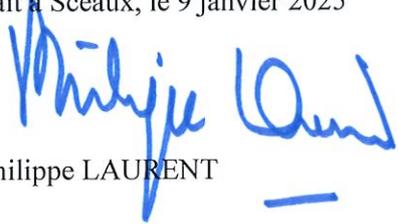
Considérant qu'il convient de recourir à un cabinet d'avocats pour défendre les intérêts de la Ville en justice et la représenter devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise,

DECIDE

De donner mandat à Maîtres Sandrine GODEMER et Céline WESTER – AARPI ANDERS AVOCATS, 134 boulevard Haussmann, 75008 Paris pour accomplir au nom de la Ville, auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, les actes de procédure nécessaires à la défense des intérêts de la Ville dans cette instance.

Fait à Sceaux, le 9 janvier 2025




Philippe LAURENT